nvo

CINÉMA

Omelette et démocratie de l'image : « Je veux bien », le doc' qui se tient au plus près des allocataires du RSA

En salle le 14 octobre, le documentaire de Boris Claret, Isabelle Dario et Vincent Glenn s'attaque aux paradoxes de la dernière « réforme » du RSA. Entre témoignages, voyages et discussions, le film mêle son esthétique à sa réflexion sur le travail.

Par Enzo Hanart

Publié le 12 octobre 2026, modifié le 9 octobre 2026 · 4 min



Un des nombreux plans depuis l'intérieur d'un train, dans Je veux bien. Crédit : la Compagnie des 9mmZ

À la manière dont « je t'aime bien » est moins fort que « je t'aime », « je veux bien » exprime un désir moins puissant que « je veux ». Au fond, « je veux bien » recouvre davantage une concession que l'expression d'une volonté sincère. C'est peut-être pour cela que Boris Claret, Isabelle Dario et Vincent Glenn ont choisi de nommer leur documentaire ainsi. Car, après tout, le point de départ du film est un paradoxe, où devrait se loger dans le même temps l'envie et l'obéissance : la loi plein emploi, appliquée depuis janvier 2025, prévoie la mise en place de 15 à 20 heures de service obligatoire pour les allocataires du RSA. Ce n'est pas du travail, c'est du service, mais c'est obligatoire… *Je veux bien* se saisit de ce contraste pour documenter la situation des allocataires tout en proposant une réflexion plus générale sur les notions de solidarité, de bénévolat… et bien sûr de travail.



Le réel résiste

Le calcul est simple. À l'époque où le film est monté, on évoque 367 500 emplois sur le marché, 5 400 000 chômeurs (**aujourd'hui**, 5 801 500 personnes ressortent des trois premières catégories). « *Comment tu fais rentrer 40 litres dans une bouteille de 3 litres ?* » ironise Vincent Glenn, un des réalisateurs, joint par téléphone. Il y a quatre ans, il s'associe au binôme Dario et Claret, avec en tête un projet de série sur les pistes de progrès sociaux : « *On était dans la prospective, et on imaginait des choses positives, constructives, au sens du Conseil National de la Résistance, comme le revenu universel où ce genre de choses.* » Mais le vote de la **loi plein emploi** fin 2023 va transformer leur projet, face à la menace de régression des droits des allocataires. « *Tout d'un coup, nos réflexions paraissaient complètement utopiques, en décalage avec la situation sociale du pays. Comme on dit chez les documentaristes : le réel résiste.* » Ainsi, *Je veux bien* se transforme en enquête sur le RSA, auprès des premiers concernés, les allocataires, mais aussi de témoins importants comme Denis Gravouil, secrétaire confédéral de la CGT, ou Thibault Guilluy, architecte de la loi plein emploi et directeur général de France Travail.

« *On s'est dit très tôt qu'il fallait qu'on ait une diversité de propos et de milieux socio-culturels et socio-professionnels. On a essayé d'être à l'écoute, d'avancer de façon empirique à la rencontre des gens. Dans le film, on laisse entendre des propos qui ne sont vraiment pas de notre bord politique, par exemple.* » À charge alors pour les voix off complices des trois cinéastes de guider le spectateur à travers cette galerie de portraits, qui permet de mettre des visages sur ceux qui sont au mieux perçus comme des chiffres, au pire, comme des caricatures.

Impliqués comme cochons

Je veux bien se déploie comme un voyage à travers la France, avec une apparente modestie de facture. Des plans simples, une image de type *home movie*, et un dispositif filmique qui n'essaie pas de se dissimuler. Ainsi ce documentaire sur le travail et le RSA a l'intelligence de ne pas dissimuler le travail que nécessite sa propre réalisation. « *Disons que, c'est la différence entre être impliqué et concerné. Dans l'omelette au jambon, la poule est concernée et le cochon est impliqué. Nous, quand on fait un documentaire sur le travail et le RSA, on est plus impliqués que concernés. C'est un film qui évoque la question de la précarité tout le long et qui s'est fait dans des conditions super précaires. On est très cohérents entre le fond et la forme et l'économie du projet.* »

Cette simplicité formelle permet d'atteindre à une forme de démocratie de l'image. Les allocataires, les représentants syndicaux et les politiques apparaissent dans le même grain, et leurs paroles sont donc remises au même niveau. « *On a eu la question, qui peut sembler anecdotique, de comment on allait présenter les gens ? Parce qu'il y en qui sont qualifiés par un métier, d'autres par une activité*

associative, par une activité, il y en a qui n'ont aucun problème avec le fait de mettre leur nom et leur prénom, parce qu'ils sont connus, et il y en a qui tenaient absolument à ce qu'on ne mette que leur prénom, pour garder l'anonymat. On a respecté leur choix parce qu'en plus, c'est un indice de la peur ambiante qui est alimentée chez les allocataires. »

Pensée esthétique

L'actualité a rattrapé par hasard la sortie du long métrage, alors que ATD Quart Monde, Aequitaz et le Secours catholique ont **publié un rapport** le 6 octobre dénonçant les premières conséquences de la loi plein emploi, et demandant un moratoire.

Pourtant, loin de l'exercice purement journalistique, *Je veux bien* se place à égalité avec son spectateur, et lui propose par l'incarnation esthétique de penser activement les enjeux de la précarité et ce que notre société fait de ses éléments les plus vulnérables. Une réflexion qui ne se termine pas au dernier photogramme... « *On continue de tourner, pour donner corps à notre idée de série, et parce que ces sujets sont inépuisables.* » À l'inverse des travailleurs.

Je veux bien, de Boris Claret, Isabelle Dario et Vincent Glenn, 1h11. En salles le 14 octobre.

https://nvo.fr/omelette-et-democratie-de-limage-je-veux-bien-le-doc-qui-se-tient-au-plus-pres-des-allocataires-du-rsa/